

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27 912  
21 035 Dijon

Dijon, le 10/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INTERINDUSTRIE**

134 avenue de la Gare  
21 220 Gevrey-Chambertin

Références : 0005401242/2024-125

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement INTERINDUSTRIE implanté 134, avenue de la Gare 21 220 Gevrey-Chambertin. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée afin de constater le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 852 du 8 juin 2021, ainsi qu'en application du III du R. 512-39-3 afin de constater par procès-verbal la réalisation des travaux réaliser dans le cadre de la cessation d'activité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERINDUSTRIE
- 134, avenue de la Gare 21220 Gevrey-Chambertin
- Code AIOT : 0005401242
- Régime : Déclaration avec contrôle (précédemment à autorisation)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de fabrications de produits de revêtement de sols industriels, sols récréatifs et mastics routiers.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Levé de mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                        | Référence réglementaire                                    | Autre information        |
|----|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Cessation d'activités – Notification et Mise en sécurité | Code de l'environnement du 15/10/2021, article R. 512-39-1 | Levée de mise en demeure |
| 2  | Usage futur                                              | Code de l'environnement du 15/10/2021, article R. 512-39-2 | Levée de mise en demeure |
| 3  | Réalisation des travaux liés à la cessation              | Code de l'environnement du 15/10/2021, article R. 512-39-3 | Levée de mise en demeure |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 13 mars 2024 a permis de constater que la société INTERINDUSTRIE a réalisé les opérations pour lesquelles elle était mise en demeure.

L'inspection a également permis de constater que l'exploitant a réalisé l'ensemble des actions permettant de répondre aux dispositions des articles R. 512-39-1 à R 512-39-3 du Code de l'environnement, un procès-verbal joint à ce rapport permet d'acter la cessation d'activité ICPE des installations d'INTERINDUSTRIE.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Cessation d'activités – Notification et Mise en sécurité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/10/2021, article R. 512-39-1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification et Mise en sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.<br><br>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br><br><ol style="list-style-type: none"><li>1. L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</li><li>2. Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</li><li>3. La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</li><li>4. La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</li></ol> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 7 juillet 2021, l'exploitant a notifié la cessation d'activité, intervenue dans les faits fin décembre 2020.</p> <p>Le 15 octobre 2021, l'exploitant a transmis son mémoire de cessation d'activité indiquant entre autres les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site.</p> <p>Par courriel du 18 septembre 2023, l'exploitant a transmis les justificatifs relatifs au nettoyage, au pompage, au dégazage et à l'élimination des eaux souillées provenant des cuves d'huiles de chauffe, ainsi qu'à leurs tuyauteries. L'exploitant a également transmis les bordereaux de suivi de déchets concernant l'évacuation (ferraillage) des cuves d'huiles.</p> <p>La visite du 13 mars 2024, a permis de constater que l'ensemble des opérations prises ou prévues pour assurer, la mise en sécurité du site tel que prévue dans le mémoire de cessation d'activité du 15 octobre 2021, avait été réalisé (cf. point de constat n°3).</p> <p>Cependant, le jour de la visite, il a été constaté la présence d'une canalisation de gaz sciée à son extrémité sans bouchon, la vanne de sécurité en amont est ouverte et l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si la canalisation d'arrivée était déconnectée de l'ancien réseau gaz. L'inspection a demandé à l'exploitant qu'il condamne cette canalisation (au minimum par un bouchon en aval de la vanne).</p> <p>Le 14 mars 2024, l'exploitant a transmis les éléments justifiant la mise en place d'un bouchon en aval de la vanne de gaz.</p> <p>L'ensemble des éléments permettent par conséquent de confirmer que l'installation a été placée dans un état tel qu'elle ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

## N° 2 : Usage futur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/10/2021, article R. 512-39-2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, type d'usage futur</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les plans du site, les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Par courriel du 18 septembre 2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la copie du courrier du 5 juillet 2021 à destination du propriétaire conformément à l'article R. 512.39.2 du Code de l'environnement, proposant comme type d'usage futur, un usage industriel ;</li> <li>la copie du courrier du 15 octobre 2021 à destination de la mairie conformément de l'article susmentionné, proposant comme type d'usage futur, un usage industriel ;</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 3 : Réalisation des travaux liés à la cessation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/10/2021, article R. 512-39-3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux de mise en sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le mémoire de cessation du 15 octobre 2021, fait état des travaux réalisés et comporte les éléments justifiant cette réalisation.</p> <p>Il fait état également des travaux restant à réaliser qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la démolition du bâtiment A - Magasin produits finis ;</li> <li>le nettoyage et l'évacuation d'une cuve au niveau du bâtiment B – usine Atelier noir, ainsi que la démolition du bâtiment ;</li> <li>le transfert de propriété d'une cuve au niveau du bâtiment C – Acoplast ;</li> <li>le changement de destination, pour la réutilisation en bureau du bâtiment D – Usine Atelier blanc ;</li> <li>le démontage de la cuve de dépôtage et d'époxy présente dans le bâtiment E- Usine Atelier blanc.</li> </ul> <p>L'inspection a permis de constater que les opérations suscitées ont bien été réalisées.</p> <p>Au vu des éléments ci-dessus, les actions réalisées n'appellent pas d'observation et permettent à l'inspection des installations classées d'établir le procès-verbal de récolement tel que prévu au R.512-39-3 du Code de l'environnement.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |